

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mai 2018

LOGEMENT AMÉNAGEMENT ET NUMÉRIQUE - (N° 971)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 50

présenté par

Mme Dalloz, M. Straumann, Mme Bazin-Malgras, M. Bony, M. Pierre-Henri Dumont, M. Perrut,
Mme Valérie Boyer, Mme Louwagie, M. Reda, Mme Beauvais, M. Hetzel, Mme Bonnivard,
M. Lurton, M. Pauget, M. Vialay et M. Ferrara

ARTICLE 15

À l'alinéa 7, substituer au mot :

« approuvé »

le mot :

« rejeté ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est nécessaire qu'une décision positive, explicite et motivée soit rendue par le préfet de Région en cas d'appel des décisions de l'Architecte des bâtiments de France (soumis en revanche au principe du silence vaut autorisation). Il s'agit d'un retour aux prévisions de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 dans ces situations peu nombreuses (107 recours hiérarchiques ont été formés en 2016 contre les avis des ABF), souvent à forts enjeux patrimoniaux et économiques et aux conséquences irréversibles. Le droit du patrimoine a besoin de stabilité, tandis que l'actuelle disposition du projet de loi contribue à déresponsabiliser le préfet de Région dans son activité de régulation des avis de l'ABF.

Tel est l'objet du présent amendement.